



Sénégal : Viol, accusation de complotisme, polygamie et crise sociale

Depuis février 2021, les Sénégalais vivent au rythme du feuilleton qui met en scène Ousmane Sonko, l'un des chefs de file de l'Opposition, une jeune employée d'un salon de massage qui l'accuse de l'avoir violée à cinq reprises, et un certain nombre d'autres acteurs, y compris des détenteurs du pouvoir. Accusé de viol et de menaces de mort, il a été interpellé et assigné à résidence, puis seulement reconnu coupable de « débauche de la jeunesse » pour avoir visité à plusieurs reprises un salon de massage, pour ses problèmes de dos, selon lui.

Sonko a milité dans sa jeunesse au sein de l'Association des élèves et étudiants musulmans du Sénégal (AEEMS), un mouvement proche des Frères musulmans, ce qui lui est reproché par ses adversaires. Ses supporters, eux, sont principalement des jeunes antisystèmes. Ils manifestent pour dénoncer son arrestation qu'ils pensent être un complot ourdi par le président Macky Sall. Également antisystème, Ousmane Sonko est un défenseur de la religion et des traditions, est favorable à un durcissement de la répression de l'homosexualité et est polygame. Il a déjà affirmé « tant que des monogames dirigent ce pays, on n'ira nulle part ».

Au Sénégal, 35,2 % des ménages sont polygames. La monogamie est une option dans le Code de la famille depuis 1972. Au moment de se marier pour la première fois, l'homme — en « concertation » avec sa promise — choisit devant le maire si

son futur ménage restera un duo ou s'il pourra accueillir une, deux ou trois épouses supplémentaires. Il est rare de trouver des hommes qui acceptent de signer pour accepter la monogamie au moment de leur mariage. La polygamie, perçue comme rétrograde par les élites depuis l'indépendance du pays en 1960, serait redevenue acceptable pour nombre de femmes issues des milieux bourgeois et intellectuels. Faute de travail, les jeunes hommes instruits n'ont plus les moyens de fonder une famille. Les femmes de leur classe d'âge ayant fait de longues études épousent donc des hommes beaucoup plus âgés, mais avec une bonne situation matérielle et, très souvent, mariés. La pression sociale autour du mariage contraint les femmes à choisir la polygamie, très souvent par dépit. Bataille perdue des féministes sénégalaises, la polygamie a même résisté à l'arrivée massive des femmes en politique.

Les féministes du pays sont partagées entre Sonko et le devoir de soutenir le peuple en colère qui dénonce la corruption. Elles pointent aussi les difficultés pour les victimes de viol d'être crues au Sénégal, où les hommes bénéficient d'une présomption de vérité, et les femmes d'une présomption de mensonge.

La présumée victime ne fait pas l'unanimité non plus. Incomprise pour les uns, agente du pouvoir, achetée pour faire tomber Sonko, pour les autres, Adjì Sarr, 19 ans au moment des faits, aurait dit être enceinte de Sonko, puis s'est rétractée. Elle est devenue coutumière des menaces et des invectives. Malgré la haine déversée contre elle sur les réseaux sociaux, elle n'a jamais fléchi dans son exigence de justice. La native des îles du Saloum doit depuis vivre sous la protection de la police en un lieu inconnu. Au Sénégal, comme ailleurs, la victime doit être parfaite, ce qu'Adjì n'est pas.

Un mouvement « Adjì, on te croit » a même vu le jour pour la soutenir. Les féministes qui l'appuient déplorent que Sonko, père de famille, homme marié, qui a fait de la vertu et de l'image du croyant parfait son identité, son image de campagne pour séduire le peuple, va au salon de massage et a possiblement agressé une femme. Les féministes militant contre les violences sexuelles dénoncent que l'opinion publique ferme les yeux sur le fait que personne n'a forcé Sonko à aller au salon Sweet Beauté en pleine nuit, laissant sa famille, ses femmes, ses enfants. Il y serait allé en plein couvre-feu, sans garde du corps, alors qu'il dit être l'homme le plus surveillé par le régime. Durant le couvre-feu de la pandémie, des pères de famille qui avaient la malchance de ne pas être chez eux à l'heure étaient pourtant tabassés et violentés par la police.

S'il avait mal au dos, disent-elles, pourquoi n'est-il pas allé aux urgences ou en clinique, d'autant plus qu'Adji n'a aucun diplôme en kinésithérapie ni expertise sanctionnée par un diplôme?

Les féministes sénégalaises subissent beaucoup de cyberharcèlement depuis le début des conflits. Les partisans de Sonko se plaignent du recul de la démocratie au Sénégal, et pourtant, quand leur leader est visé, eux-mêmes harcèlent, intimident, menacent de viol ou d'agressions. Elles disent assister à un grave recul pour les femmes dans leur pays.

Depuis le verdict du 1^{er} juin dernier, alors que la Cour a déduit qu'il n'y avait pas de preuve de complot contre Ousmane Sonko et l'a reconnu coupable de débauche de la jeunesse, le Sénégal est en proie à des affrontements entre les forces de l'ordre et les Sénégalais qui le soutiennent, et la situation ne semble pas près de se calmer. Les affrontements ont d'ailleurs mené à plusieurs décès. Sa condamnation à deux ans de prison pourrait le rendre inéligible aux prochaines élections présidentielles où il comptait se présenter.

Pour en lire davantage :

<https://www.journaldequebec.com/2023/06/02/ce-quil-faut-savoir-sur-les-violences-qui-ont-fait-9-morts-au-senegal>

https://www.leral.net/Awa-Seck-Pourquoi-croire-Ousmane-Sonko-et-non-Adji-Sarr-Un-proces-public-et-en-direct-est-essentiel_a341878.html